



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION POLITIQUE (PC)

SÉCURITÉ ET STABILITÉ EN AFRIQUE – DÉFIS ET PRIORITÉS POUR L'OTAN

Projet de rapport général

Julio Miranda CALHA (Portugal)
Rapporteur général

083 PC 19 F | Original : anglais | 2 avril 2019

Tant que ce document n'a pas été adopté par la commission politique, il ne représente que le point de vue du rapporteur général.

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION.....	1
II.	LE POINT SUR L'INSTABILITÉ AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD ET LA SÉCURITÉ EURO-ATLANTIQUE	1
	A. TERRORISME ET EXTRÉMISME VIOLENT.....	1
	B. IMMIGRATION CLANDESTINE, TRAITE D'ÊTRES HUMAINS ET SÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES	2
	C. CHÔMAGE DES JEUNES ET MÉCONTENTEMENT ÉCONOMIQUE	3
III.	SÉCURITÉ : INTÉRACTIONS ENTRE LA RÉGION MOAN ET LE RESTE DE L'AFRIQUE ..	4
	A. EXTRÉMISME VIOLENT : UN ARC DE CERCLE DE LA SOMALIE AU SÉNÉGAL.....	4
	B. CRIMINALITÉ : TRAFIC DE STUPÉFIANTS ET PIRATERIE.....	6
	C. MIGRATION CLANDESTINE ET TRAITE D'ÊTRES HUMAINS	7
	D. VIRUS ÉBOLA ET AUTRES MENACES SANITAIRES	8
	E. INSÉCURITÉ ENDÉMIQUE ET RÉBELLIONS INSURRECTIONNELLES À LA PÉRIPHÉRIE DES ÉTATS	9
IV.	SÉCURITÉ ET STABILITÉ EN AFRIQUE – DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR L'OTAN...	10
V.	CONCLUSIONS PRÉLIMINAIRES.....	15
	ANNEXE – LA GUERRE AU YÉMEN : LE POINT SUR LA SITUATION	16
	BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE	18

I. INTRODUCTION

1. De récents rapports généraux établis par la commission politique (PC) ont déjà traité des problèmes de sécurité auxquels l'Alliance se voit confrontée sur son flanc Sud. Dans le prolongement des premiers travaux de cette commission sur le sujet, le présent projet de rapport étudie les liens entre l'instabilité persistante au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (région MOAN) et la situation sécuritaire plus au sud sur le continent africain.

2. Il constate qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord la sécurité reste précaire en raison, essentiellement, de difficultés économiques, sociales et environnementales et de la gouvernance généralement médiocre affichée par les pays de la région. De surcroît, les problèmes que connaissent les pays sahéliens et subsahéliens sont d'une ampleur considérable, tandis que les moyens dont disposent les gouvernements pour y remédier sont très limités. Bien que l'Afrique n'entre pas dans le champ des compétences de l'OTAN proprement dites, plusieurs pays alliés s'emploient à réduire les risques inhérents à une sécurité déficiente. Le rapporteur estime que l'évolution des événements en Afrique doit être suivie par l'Alliance. La création du Pôle OTAN pour le Sud, sis à Naples, est un pas dans la bonne direction car elle peut induire une sensibilisation accrue à la sécurité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, certes, mais aussi dans les régions situées plus au sud. En outre, il convient d'étoffer les relations naissantes entre l'Organisation et des acteurs africains tels que l'Union africaine (UA). L'annexe au présent projet de rapport fait le point sur la sécurité au Yémen, question d'une importance majeure pour la stabilité dans le Golfe et au-delà. Ce document sera mis à jour pour la session annuelle de l'Assemblée.

II. LE POINT SUR L'INSTABILITÉ AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD ET LA SÉCURITÉ EURO-ATLANTIQUE

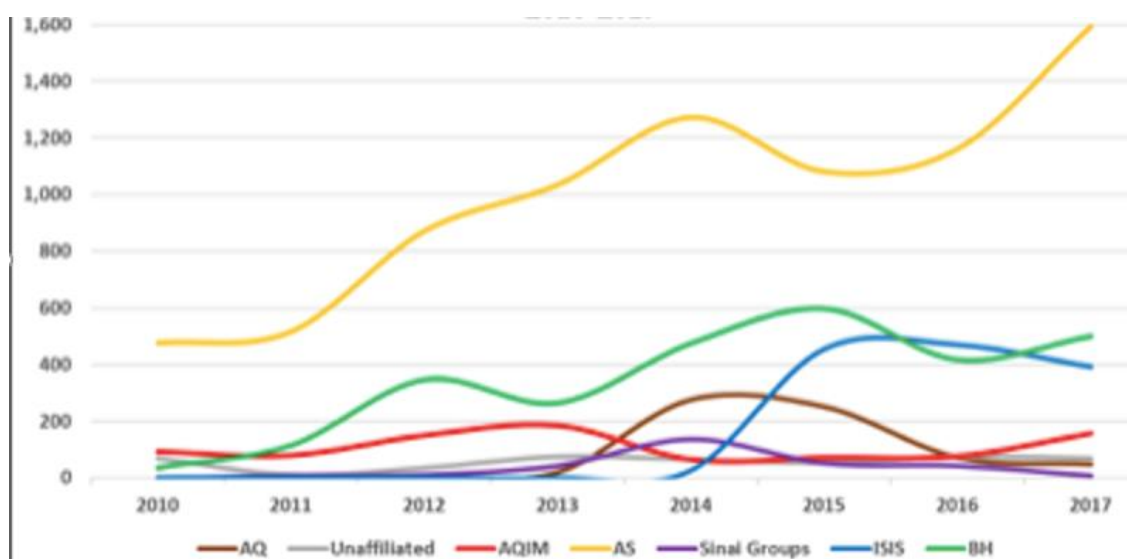
A. TERRORISME ET EXTRÉMISME VIOLENT

3. Le nombre d'attentats au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est tombé de plus de 6 110 à 3 780 entre 2016 et 2017 (Romero, 2018). Cette diminution est liée au récent départ de Daech d'Iraq et de Syrie et aux retombées limitées des actions de ses affiliés locaux en Libye et en Égypte. Cependant, l'effondrement de Daech a donné naissance à une nouvelle menace terroriste matérialisée par le retour de ses combattants nord-africains. Bien qu'il soit difficile de dire combien d'entre eux regagneront leur patrie, le danger qu'ils représentent ne saurait être sous-estimé : ils ont acquis une expérience militaire, reçu une formation idéologique et noué des contacts avec des djihadistes du monde entier. Ce danger est particulièrement latent s'ils décident d'aller en Libye, où l'insécurité et le chaos ambiants ainsi que la présence de milices leur offrent l'occasion de poursuivre leurs activités.

4. Profitant de la guerre civile en Libye et de la fragmentation qui a suivi, Daech a pu établir une tête de pont dans le pays en 2015. Il a été chassé de son bastion côtier de Syrte en décembre 2016 et ne contrôle plus une seule parcelle du territoire libyen. L'idée est toutefois largement répandue qu'il dispose de cellules dormantes dans le nord et qu'il tente de se regrouper au sud. Il continue à revendiquer la responsabilité d'attentats, tels ceux qui ont frappé la Commission électorale libyenne et la Compagnie nationale du pétrole à Tripoli en 2018. Autre organisation terroriste opérant dans certaines zones du sud de la Libye : al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Les groupes de cette nature menacent non seulement la Libye, mais aussi les pays voisins et même l'Europe. Les auteurs des trois grands attentats perpétrés en Tunisie en 2015 avaient résidé dans un camp d'entraînement de Daech près de Sabratha, en Libye, tandis que les terroristes liés à al-Qaïda qui ont occupé l'exploitation gazière d'In Amenas (Algérie) en 2013 étaient probablement aussi arrivés par la Libye. L'attentat commis à Manchester en 2017 lors d'un concert d'Ariana Grande a été imputé à la branche libyenne de Daech, ce qui montre l'importance de l'évolution de la situation en Libye pour les membres européens de l'OTAN.

5. En Égypte, Daech dans la Province du Sinaï (anciennement Ansar Beït al-Maqdis, ou ABM) reste le groupe terroriste le plus actif ; comme son nom l'indique, il opère dans le nord de la péninsule du Sinaï. Si les forces armées égyptiennes ont été leurs premières cibles, ces affiliés de Daech s'en prennent de plus en plus fréquemment aux chrétiens coptes, aux musulmans soufis et aux touristes. Dans le désert Libyque, un nouveau groupe composé essentiellement d'anciens officiers et soldats des forces armées égyptiennes ayant fait allégeance à Aqmi, Ansar al-Islam, fait peser une menace grandissante. De plus, des cellules extrémistes de plus petite taille s'attaquent aux forces de sécurité dans les zones urbaines. La riposte du gouvernement a pris la forme d'une répression sans merci orchestrée par les forces armées et accompagnée de mesures restrictives telles que la reconduction réitérée de l'état d'urgence à l'échelle nationale depuis avril 2017. Cependant, cette méthode engendre une surenchère dans la radicalisation : ainsi, Ansar al-Islam a déclaré la « guerre sainte » contre l'État égyptien.

Fig. 1 : Actions impliquant des groupes islamistes armés en Afrique (2010-2017)



Source : Africa Centre for Strategic Studies, 2018

6. En Tunisie, l'amélioration des moyens à la disposition des forces de sécurité a contribué à l'instauration d'une situation plus sûre qu'elle ne l'était en 2015, quand une série d'attentats spectaculaires avait secoué le pays. L'attentat d'octobre 2018 était la première attaque relativement importante à s'être produite depuis lors. Ici aussi, la séparation est mince entre l'efficacité policière et les abus : une étude de l'Institut tunisien des études stratégiques (ITES) menée auprès de 83 terroristes détenus dans les prisons tunisiennes montre que, dans 90 % des cas, la radicalisation est la conséquence de la répression exercée par l'État (Gallien et Herbert, 2018).

B. IMMIGRATION CLANDESTINE, TRAITE D'ÊTRES HUMAINS ET SÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES

7. L'Afrique du Nord reste une « zone d'origine, de transit et de destination finale » pour les migrants et les réfugiés d'Afrique subsaharienne et du Proche-Orient (Commission européenne, 2019). Pourtant, le nombre de personnes venant d'Afrique du Nord et traversant la Méditerranée pour gagner l'Europe a beaucoup diminué, puisqu'il est passé d'un pic de plus d'un million de migrants (2015) à 172 324 en 2017 et 139 300 en 2018. Qui plus est, la géographie des flux migratoires a changé : en 2018, la majorité des traversées s'est faite *via* l'itinéraire « ouest-méditerranéen » – autrement dit du Maroc vers l'Espagne – plutôt que par les itinéraires centraux Afrique-Italie ou Turquie-Grèce. Cela s'explique par divers arrangements politiques et fermetures de [frontières](#) qui compliquent l'accès au territoire européen selon les itinéraires habituels. Tout d'abord, l'Union européenne (UE) et la Grèce ont conclu en mars 2016 un

accord destiné à endiguer l'afflux d'immigrants en situation irrégulière sur le territoire grec. Au début de l'année 2017, un autre accord avait été signé entre l'Italie et le gouvernement d'union nationale de Libye (GNA), entité provisoire reconnue par la communauté internationale ; cet accord prévoit d'assister et de former la garde côtière libyenne, laquelle doit, en échange, réprimer l'émigration clandestine à partir des côtes du pays. Le but recherché semble avoir été largement atteint, puisque les garde-côtes libyens ont intercepté et reconduit à terre quelque 20 000 migrants pour la seule année 2017. L'UE a également apporté une contribution financière à cette initiative.

8. Toutefois, ces accords n'ont pas éteint le désir d'émigrer et ils ont ainsi, à certains égards, aggravé l'insécurité en Afrique du Nord. Dans le désert méridional libyen, les affaires des passeurs de migrants clandestins continuent à prospérer et il existe « des preuves supplémentaires de l'existence de liens entre des filières de la criminalité organisée et des groupes terroristes » (Commission européenne, 2017). De surcroît, les migrants interceptés par la garde côtière libyenne sont souvent ramenés dans des camps de détention « surpeuplés et mal surveillés » en Libye, pays auquel ne s'étend pas la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme. Certains de ces camps sont administrés par le GNA, mais de nombreux autres sont officiellement tenus par des milices et de multiples rapports dûment documentés y font état de tortures, de viols, de mauvais traitements aggravés et d'esclavage. À l'extérieur de ces camps, beaucoup de migrants sont vendus par leurs passeurs à des ravisseurs qui exigent de leurs familles de fortes rançons en échange de leur libération (Thomson, 2019). Dans l'ensemble, comme cela était déjà signalé dans le rapport général de la PC en 2018, l'insistance européenne sur la limitation des flux migratoires en provenance des régions MOAN et subsahariennes risque de renforcer le pouvoir et l'influence de milices et de groupes divers, dont le seul intérêt réside dans la prédation (AP-OTAN, 18 novembre 2018).

9. Le franchissement des frontières de la Libye par des flux illicites de combattants et de migrants, mais aussi d'armes, de carburant et de stupéfiants est lié au morcellement et au manque de professionnalisme des forces de sécurité du pays, à la vétusté de ses infrastructures de sécurité frontalière et à la désintégration de son appareil judiciaire (Département d'État des États-Unis, 2018 ; Commission européenne, 2019). Les voisins de la Libye en sont venus à considérer le partage de frontières avec celle-ci comme une menace pour leur sécurité. En 2013, la Tunisie a aménagé des zones militaires fermées dans les régions proches de la frontière libyenne, tandis qu'en 2018, l'Algérie annonçait qu'elle avait déployé 80 000 éléments à ses frontières méridionales et orientales avec le Mali, le Niger et la Libye. Ces deux pays, ainsi que le Maroc, ont érigé « des centaines de kilomètres de murs » à leurs frontières (Gallien et Herbert, 2018). Cependant, des analystes font observer que cette démarche génère de nouveaux problèmes de sécurité : en effet, les communautés frontalières se voient exposées à d'éventuels abus de pouvoir de la part des services de sécurité aux frontières, sont soumises à des contraintes financières accrues dès lors qu'elles sont privées des revenus dérivés de la contrebande et deviennent ainsi en plus en plus susceptibles de se radicaliser.

C. CHÔMAGE DES JEUNES ET MÉCONTENTEMENT ÉCONOMIQUE

10. En Afrique du Nord, les difficultés socio-économiques sont les principales causes sous-jacentes de l'instabilité. Tous les pays de la région affichent un taux de chômage élevé, notamment chez les jeunes. En Tunisie, 36 % des 15 à 24 ans étaient sans emploi en 2018. Pour l'Égypte et la Libye, ces taux étaient, respectivement, de 34 % et 42 % (OIT, 2019). Par comparaison, dans les pays à revenus moyens, le taux de chômage moyen chez les jeunes était, cette année-là, de 14 % (OIT, 2019). En outre, bon nombre de ceux qui ont effectivement un emploi l'exercent dans le secteur informel, dans des conditions de travail peu satisfaisantes et pour de faibles salaires (OIT, 2015). La rareté des offres d'emploi est due à l'explosion démographique de la jeunesse et à l'incapacité des marchés du travail de faire face à l'arrivée rapide de nouveaux demandeurs d'emploi, conséquence de cette pression démographique. Sur le plan de la sécurité, un chômage des jeunes aussi largement répandu est préoccupant en raison des liens entre difficultés économiques, criminalité et radicalisation. Les jeunes financièrement défavorisés sont plus vulnérables aux influences extrémistes.

11. Les soulèvements qui se sont produits dans la région MOAN en 2011 puisaient leur origine dans le mécontentement suscité par la situation socio-économique. Les gouvernements arrivés au pouvoir après le Printemps arabe n'ont pas apporté de réponse satisfaisante à ce mécontentement, comme l'atteste la multiplication des mouvements de protestation contre les conditions économiques dont l'Afrique du Nord a été le théâtre ces dernières années. Au Maroc, dans la vallée du Rif, le sentiment de frustration engendré par la corruption et la stagnation économique a débouché sur des troubles entre fin 2016 et début 2017. En Égypte, une réduction des subventions et l'instauration d'un régime d'austérité draconien – mesures liées à l'obtention d'un prêt de 12 milliards de dollars du Fonds monétaire international – ont également donné naissance à un mouvement de protestation à la fin de l'année 2016. Depuis lors, on a pu assister à d'épisodiques manifestations de mécontentement à la suite de hausses des prix du carburant, des transports publics, de l'électricité et d'autres biens et services. Si les récentes projections de la croissance économique en Égypte sont positives, elles « pourraient entraîner un retour de bâton eu égard aux attentes des populations ». En 2017, à Tataouine (sud de la Tunisie), des manifestants ont occupé des locaux pendant plusieurs semaines pour réclamer des emplois dans l'industrie pétrolière locale. L'année suivante, toujours en Tunisie, les manifestants ont défilé en masse pour protester contre de nouvelles mesures d'austérité, tandis que, dans la fonction publique, des grèves éclataient en faveur d'une augmentation des salaires et de l'arrêt des suppressions de postes. Tous ces événements avaient pour toile de fond le chômage endémique déjà évoqué et une inflation qui atteignait 7,8 % en juin 2018, soit le chiffre le plus élevé jamais constaté en près de 30 ans. Compte tenu du fait que les difficultés économiques alimentent l'instabilité, l'impuissance des gouvernements de la région MOAN à répondre concrètement aux revendications des populations dans ce domaine constitue un problème de sécurité latent.

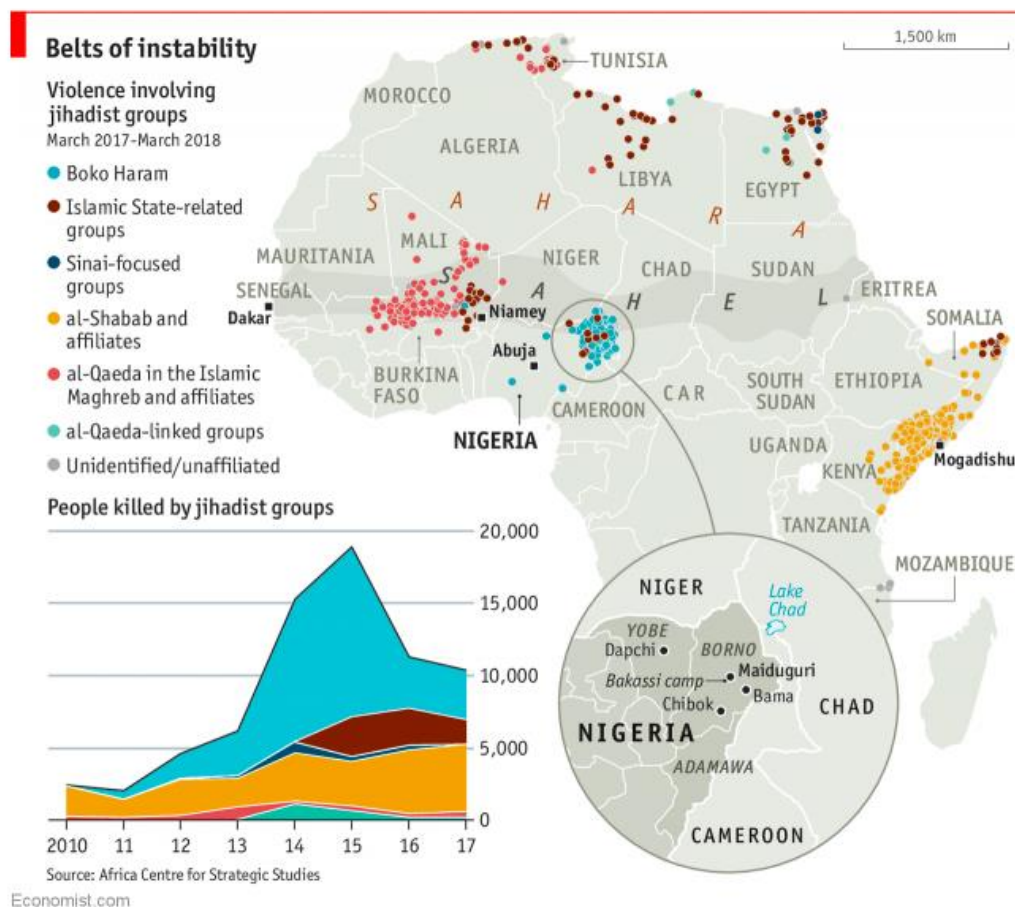
12. Dans un registre plus positif, l'industrie du tourisme, qui revêt une importance toute particulière pour la Tunisie, le Maroc et l'Égypte, se rétablit après une période difficile. Conséquence des attentats, le nombre de touristes en Tunisie avait chuté à 5,3 millions en 2015. Pour 2018, il totalise 8,3 millions : il dépasse ainsi pour la première fois les chiffres enregistrés avant les attentats (Reuters, 7 janvier 2019). De la même façon, le tourisme en Égypte avait souffert après la révolution : entre 2011 et 2014, les recettes des lieux touristiques les plus fréquentés avaient baissé de 95 %. Une nette remontée des résultats donne à penser que le nombre de touristes pourrait atteindre les 10 millions pour la première fois depuis 2012 (Jones, 2018). Voilà qui aura des effets bénéfiques sur l'économie et, partant, sur la sécurité.

III. SÉCURITÉ : INTÉRACTIONS ENTRE LA RÉGION MOAN ET LE RESTE DE L'AFRIQUE

A. EXTRÉMISME VIOLENT : UN ARC DE CERCLE DE LA SOMALIE AU SÉNÉGAL

13. En Afrique, le djihadisme s'est longtemps concentré sur le Sahel, qui est la région située immédiatement au sud du Sahara, mais, ces dernières années, le champ géographique des actions violentes s'est étendu et le rayon d'action de leurs auteurs s'est allongé : en 2016, des attentats ont été commis en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, tandis que des arrestations avaient lieu en Guinée, en Guinée-Bissau et au Sénégal dans le contexte d'opérations antiterroristes. Le nombre de pays africains connaissant « des activités soutenues de groupes islamistes armés » est passé de cinq à douze entre 2010 et 2017, tandis que celui des actions violentes menées par des djihadistes sur le continent augmentait de plus de 300 % durant la même période (*Africa Centre for Strategic Studies*, 2018). En 2010, Aqmi et al-Chabab étaient les plus importants des cinq groupes islamistes armés reconnus qui opéraient en Afrique. Sept ans plus tard, ils étaient rejoints au classement par Boko Haram et Daech et l'on comptait au total plus de 20 groupes reconnus (*Africa Centre for Strategic Studies*, 2018). Un « large arc de cercle de campagnes djihadistes » relie désormais le Kenya et la Somalie, à l'est, et le Burkina Faso et le Sénégal à l'ouest, le Niger, le Nigéria et le Mali se situant entre les deux extrémités de cet arc (*The Economist*, 2018).

(Foyers d'instabilité – Violences impliquant des groupes djihadistes ; mars 2017- mars 2018 ; nombre de décès causés par les groupes djihadistes)



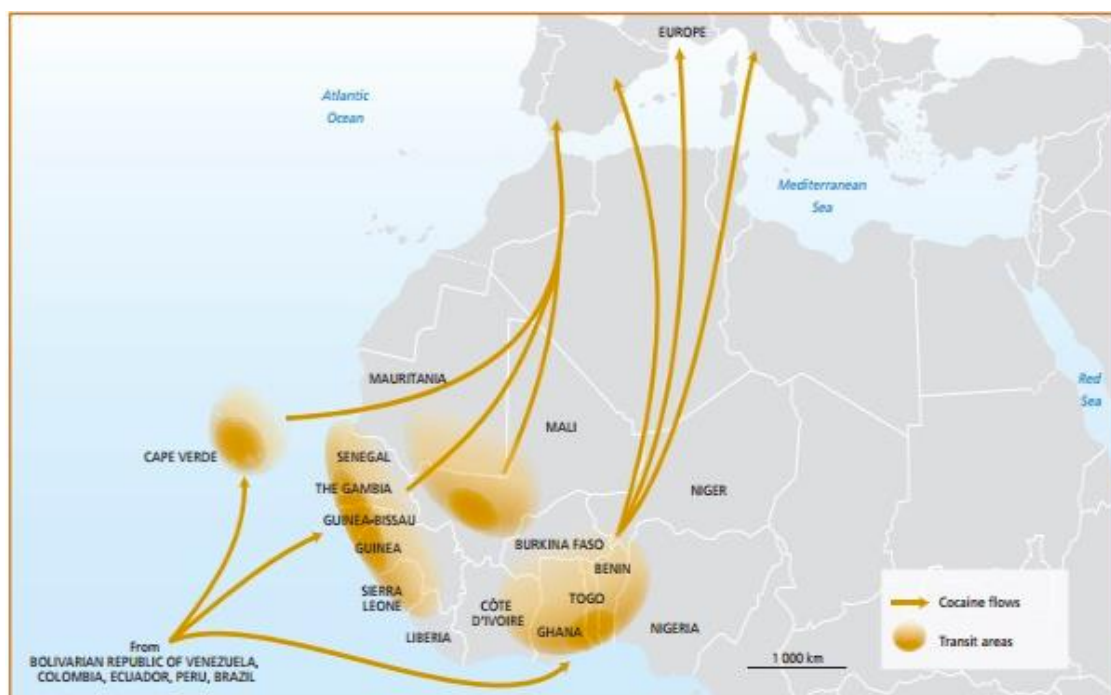
Source : *The Economist*, 2018

14. Bon nombre de groupes djihadistes actifs dans le Sahel ont bénéficié de l'afflux d'armes et de l'expansion des réseaux de contrebande qui ont suivi l'effondrement de l'État libyen. De plus, l'influence d'organisations extrémistes originaires du Proche-Orient, dont al-Qaïda et Daech, ont stimulé idéologiquement des mouvements africains similaires. Ainsi, al-Chabab, organisation implantée en Somalie, « a fait allégeance » à al-Qaïda en 2012. Autre exemple : en 2016, Boko Haram, qui est basé au Nigéria, s'est scindé en deux factions, dont l'une s'est ralliée à Daech sous le nom d'« État islamique en Afrique de l'Ouest » (ISWAP). Pourtant, le prestige d'une affiliation à Daech s'est estompé depuis que cette organisation terroriste a perdu à la fois le contrôle de territoires et son pouvoir idéologique sur le monde arabe. Qui plus est, les mouvements extrémistes violents africains sont essentiellement le produit de mécontentements locaux et demeurent essentiellement cantonnés dans des communautés tout aussi locales. Une étude réalisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a révélé que les motivations de 71 % des recrues des organisations djihadistes africaines étaient liées à « l'action des autorités », comme le meurtre ou l'arrestation d'un membre de la famille ou d'un ami (PNUD, 2017). L'extrême pauvreté, l'exclusion sociale, l'effondrement des institutions et le manque de services publics figurent eux aussi parmi les principales causes de radicalisation sur le continent. Dans l'ensemble, il existe manifestement un lien entre la fragilité d'un État et le terrorisme : un État fragile suscite le mécontentement de sa population, fournit un sanctuaire aux criminels et ne dispose pas des moyens requis pour parer aux menaces extrémistes.

15. Le djihadisme dans les pays subsahariens doit être pris au sérieux par l'OTAN et ses membres pour diverses raisons. En tout premier lieu, de nombreux groupes extrémistes africains professent une idéologie clairement anti-occidentale et concentrent leurs attaques sur des cibles liées à

l'Occident. Ainsi, Boko Haram, dont le nom peut se traduire par « l'éducation occidentale est un péché » (Signé, 2018), a commis en 2011 un attentat à la bombe contre les bureaux de l'ONU à Abuja. En Afrique orientale, al-Chabab a pris pour cibles beaucoup de lieux fréquentés par des Occidentaux tels que le *Westgate Mall* (2013) et un complexe hôtelier (2019), tous deux situés à Nairobi. Aqmi et al-Mourabitoun ont revendiqué conjointement la responsabilité d'attentats contre des hôtels de luxe au Mali (2015), au Burkina Faso (2016) et en Côte d'Ivoire (2016). Si ces groupes djihadistes africains n'ont pas été capables de commettre des attentats dans un pays occidental ces dernières années, leurs messages peuvent atteindre et inspirer des gens dans le monde entier. Aussi est-il important de combattre les mouvements terroristes régionaux dès leur apparition, de manière à les empêcher de pousser à la radicalisation des individus installés à l'Ouest ou de fusionner avec des groupes similaires et constituer de ce fait une menace transnationale. Compte tenu de la présence d'organisations extrémistes violentes au nord comme au sud du Sahara, l'aménagement d'un « couloir entre l'Afrique du Nord et le Sahel » – couloir par lequel circuleraient aisément de l'argent, des armes et des combattants – est un danger tout à fait plausible. Le désintérêt actuel des Alliés risque de permettre aux menaces existantes de prendre de l'ampleur jusqu'au moment où les forces occidentales seront contraintes d'intervenir de manière plus directe et plus coûteuse (*The Economist*, 2018). L'amplification des activités djihadistes devrait préoccuper plus particulièrement les Alliés d'Europe du Sud en raison de la proximité géographique de l'Afrique et, s'agissant plus spécialement de la France, des liens post-coloniaux qui l'unissent à une bonne partie des pays dont le cas est étudié ici.

B. CRIMINALITÉ : TRAFIC DE STUPÉFIANTS ET PIRATERIE



Source : *Wilson Center*, 2013

16. Plusieurs pays africains servent de plaques tournantes d'une importance grandissante dans le trafic des stupéfiants à l'échelle mondiale. L'édition 2018 du rapport mondial sur les drogues de l'ONU indique qu'en 2016, 87 % des opioïdes pharmaceutiques saisis dans le monde provenaient du nord, de l'ouest et du centre de l'Afrique (ONUDC, 2018). Le principal opioïde concerné est le Tramadol, qui est écoulé clandestinement sur les marchés dans ces régions du continent à des fins de consommation locale ou de contrebande en direction du Moyen-Orient (ONUDC, 2018). De même, le nombre de saisies d'héroïne et de méthamphétamines dans les aéroports africains est en augmentation, notamment à Lagos, Accra et Cotonou. L'un des pays africains situés à l'épicentre

du trafic des stupéfiants est la Guinée-Bissau, où la cocaïne est acheminée du Brésil – entre autres – par des cartels sud-américains. En Afrique, il existe entre le trafic de drogue et la violence des liens qui se renforcent mutuellement et l'on voit des groupes extrémistes qui comptent fréquemment sur ce type de trafic pour se financer. Aqmi et Boko Haram ont tous deux été impliqués dans le trafic de cannabis et de cocaïne dans le Sahel pour le premier, et de cocaïne et d'héroïne en Afrique de l'Ouest pour le second.

17. Les pays membres de l'OTAN sont durement touchés par le trafic de stupéfiants africain : on estime que deux tiers de la cocaïne exportée clandestinement d'Amérique latine à destination de l'Europe transitent par l'Afrique de l'Ouest et, singulièrement, par le Bénin, le Cap-Vert, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Mali, le Nigéria et le Togo (ONUDC, 2018). Désormais, la cocaïne est le plus souvent importée en Afrique à bord d'avions de fret d'occasion ; généralement, elle est ensuite acheminée vers l'Europe par des convois qui traversent le Sahara (Badri-Maharaj, 2016). Le rôle de l'Afrique de l'Ouest dans le trafic de stupéfiants est conforté par l'augmentation de la demande de cocaïne en Europe et facilité par la porosité des frontières dans la région, la faiblesse des institutions et l'absence relative de mesures d'interdiction efficaces.

18. La piraterie est une autre source d'instabilité en Afrique. Bien qu'elle ait été en déclin dans le golfe d'Aden après y avoir atteint un pic en 2011, elle a pris de l'ampleur dans le golfe de Guinée. En 2018, le bilan des actes de piraterie commis dans ce golfe s'établissait comme suit (les chiffres entre parenthèses sont ceux du bilan pour la même année à l'échelle mondiale) : « 6 détournements (6), 13 mitraillages de navires (18), 130 otages (141) et 78 marins enlevés contre rançon (83) ». On a constaté une recrudescence des actes de piraterie pétrolière dans la région en 2018, avec l'arraisonnement de plusieurs pétroliers et le vol de leur cargaison. Toutefois, « en raison d'un rapport risques/profits favorable et de la facilité relative avec laquelle il peut se commettre », l'enlèvement contre rançon reste l'acte de piraterie le plus couramment pratiqué dans le golfe de Guinée. Les eaux nigérianes, plus particulièrement, ont été le théâtre d'attaques, mais les navires de pays voisins comme le Bénin ou le Ghana ont également été pris pour cibles en 2018.

19. La sécurité de la navigation dans le golfe de Guinée revêt une grande importance pour l'OTAN : en effet, cette région est une plaque tournante primordiale pour les transports maritimes et, singulièrement, l'acheminement des produits pétroliers. Les eaux du golfe recouvrent une proportion des réserves pétrolières mondiales estimée à 4,5 % et, en 2016, 8 % des importations de brut de l'UE provenaient du Nigéria, le plus grand producteur de brut de la région. Les vols de produits pétroliers risquent tout à la fois de déstabiliser cette zone et de porter atteinte à l'approvisionnement mondial. De surcroît, les primes d'assurance des navires qui traversent la région ont augmenté. Le préjudice économique total de la piraterie en Afrique de l'Ouest a été évalué à 818,1 millions de dollars pour 2017, contre 719,6 millions en 2015 ; ce chiffre comprend les contrats de sécurité maritime, l'organisation de la lutte contre la piraterie, les assurances et d'autres frais (*Oceans beyond Piracy*, 2018).

C. MIGRATION CLANDESTINE ET TRAITE D'ÊTRES HUMAINS

20. Les conflits et les persécutions, l'absence de perspectives économiques et les pertes agricoles dues au changement climatique provoquent de vastes mouvements migratoires en provenance d'Afrique subsaharienne. On estime à 75 % la part de ces mouvements se déroulant à l'intérieur du continent africain (FAO, 2017), mais une bonne partie du reste a pour destination l'Europe via l'Afrique du Nord. Bien que les immigrants clandestins aspirent à prendre la direction du Nord, le nombre de ceux qui tentent réellement de traverser la Méditerranée pour gagner l'Europe a fortement baissé depuis le pic atteint en 2015 ; c'est le résultat, principalement, des mesures d'interdiction de la traite d'êtres humains appliquées sur les itinéraires des flux migratoires, d'une part, et des accords « argent contre migrants » conclus entre l'UE et plusieurs pays d'Afrique du Nord, d'autre part. Cependant, la traite des êtres humains continue à poser un grave problème dans le Sahel et au Maghreb et sa répression n'a fait qu'exacerber quelques-uns de ses effets négatifs. La migration vers le Nord est devenue plus dangereuse et plus coûteuse, de sorte que, dans les principaux pays de transit, tels le Niger et la Libye, les trafiquants pratiquent des tarifs plus élevés,

tandis que les fonctionnaires réclament des pots-de-vin plus importants et que les passeurs empruntent des routes secondaires plus dangereuses à travers le désert pour éviter d'être arrêtés. En outre, les associations de défense des droits humains ont protesté contre « l'arrestation arbitraire, la déportation dans des endroits reculés du pays et, plus récemment, l'expulsion pure et simple » par les autorités marocaines de migrants venus de pays subsahariens (Alami, 2018) ; ces associations dénoncent également la sordidité des conditions d'existence dans les camps de détention libyens où sont retenus de nombreux migrants.

21. L'immigration clandestine et la traite des êtres humains d'un bout à l'autre de la Méditerranée concernent de près le flanc Sud de l'OTAN. L'arrivée massive de réfugiés et de migrants en 2015 et 2016 ont causé des difficultés à des Alliés qui n'étaient pas prêts à les accueillir ; dans le cas des immigrants clandestins, ce phénomène a mis en lumière la vulnérabilité des frontières méridionales de l'Alliance (AP-OTAN, 2017). De plus, la situation a suscité un sentiment populiste et hostile aux immigrés dans les pays européens. Compte tenu de la présence en Europe de fortes communautés musulmanes, cette polarisation a avivé les tensions sur le front de la sécurité pour beaucoup d'Alliés européens (AP-OTAN, 2017). Parallèlement, il convient de ne pas exagérer la dimension sécuritaire de ce qui est avant tout une crise humanitaire. La volonté de « sécuriser » la migration justifie « une surveillance renforcée, la mise en détention, la déportation et l'application de politiques plus contraignantes » et porte ainsi atteinte aux droits humains. Somme toute, il faut garantir la sécurité des frontières nationales en gérant l'immigration clandestine, tout en protégeant les véritables demandeurs d'asile et en démantelant les filières de traite des êtres humains.

D. VIRUS ÉBOLA ET AUTRES MENACES SANITAIRES

22. Durant l'épidémie d'Ébola qui a sévi en Afrique de l'Ouest de 2014 à 2016, plus de 28 600 cas et 11 325 décès ont été signalés en Guinée, au Libéria et au Sierra Leone (CDC, 2017). Le virus n'avait jamais connu une telle propagation auparavant et le Conseil de sécurité de l'ONU en était venu à parler d'une « menace pour la paix et la sécurité internationales ». Depuis août 2018, une nouvelle épidémie d'Ébola, la deuxième de toute l'histoire par son ampleur, ravage l'est de la République démocratique du Congo (RDC) (Unicef, 2019). Plus généralement, le risque de voir une maladie se transformer en pandémie est considérablement plus élevé que la moyenne dans une bonne partie de l'Afrique subsaharienne, compte tenu de la faiblesse de nombre de systèmes de santé nationaux, de la rapidité de l'urbanisation et des grandes différences constatées à l'échelle du continent dans l'accès aux infrastructures sanitaires.

23. L'OTAN et ses membres doivent se préoccuper des menaces sanitaires émanant de l'Afrique, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, dans un monde connecté, les maladies contagieuses se propagent rapidement et aisément et la multiplication des voyages aériens complique le confinement des foyers à leur lieu d'apparition. Deuxièmement, les épidémies peuvent avoir des conséquences locales très déstabilisatrices, notamment dans les pays africains les plus fragiles. Elles peuvent entraîner des destructions sur le double plan économique et institutionnel et déboucher sur une flambée de la criminalité et de la violence, en ce compris les trafics et les actes de terrorisme. Conscient des répercussions de l'épidémie d'Ébola sur la sécurité mondiale, le Conseil de sécurité a conçu la toute première intervention sanitaire d'urgence de l'ONU pour combattre ce fléau et a demandé à tous les pays membres d'apporter une contribution financière. Troisièmement, le risque existe que de futures maladies provenant du continent africain soient utilisées à des fins de bioterrorisme. Trois des six maladies que le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) désigne comme des agents de bioterrorisme de « catégorie A » en raison de leur caractère hautement contagieux et létal sont déjà présentes en Afrique (David, 2017). Les spécialistes estiment qu'il aurait été trop coûteux – et trop compliqué d'un point de vue logistique –, y compris pour les organisations terroristes les plus avancées, d'exploiter le virus Ébola en tant qu'arme (Maron, 2014 ; David, 2017), mais la perspective d'un bioterrorisme d'origine africaine ne saurait être entièrement écartée (Harris, 2017).

E. INSÉCURITÉ ENDÉMIQUE ET RÉBELLIONS INSURRECTIONNELLES À LA PÉRIPHÉRIE DES ÉTATS

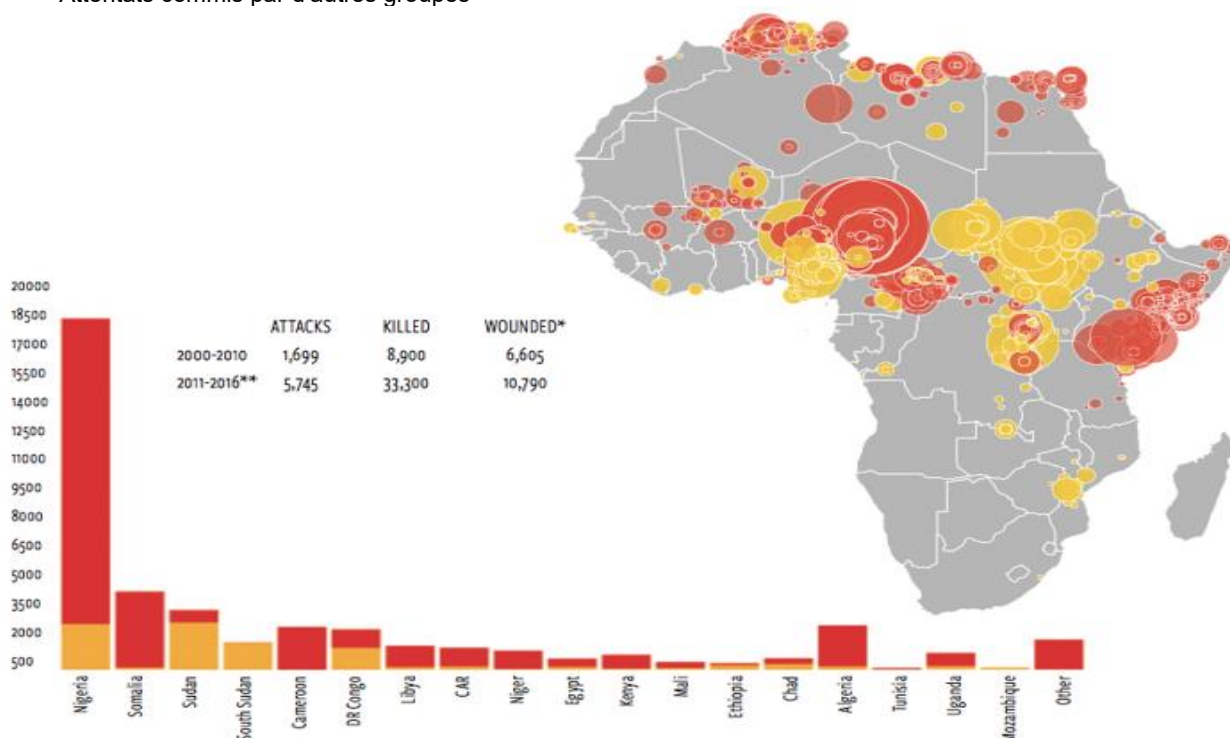
24. Depuis les années 1990, la violence de basse intensité et continue alimentée par les factions armées rivales les plus diverses est largement plus répandue en Afrique, par comparaison avec les « grands conflits dont l'enjeu est le contrôle d'un État » et faisant intervenir des armées rebelles bien structurées et puissantes sur le plan territorial. Ces formes décentralisées de violence à la périphérie des États ont entraîné certains pays dans des processus de confrontation et de fragilisation dans le contexte desquels des périodes d'instabilité localisée sont entrecoupées de phases de paix relative (Von Soest et de Juan, 2018). Tel est le cas de la partie orientale de la RDC, affligée d'une insécurité persistante, ou d'une bonne partie de la République centrafricaine (RCA), pays rural par nature. Dans ces États, la violence organisée « fusionne des revendications politiques légitimes et un opportunisme économique sans fard » et découle dans une large mesure de la faiblesse des moyens à la disposition des pouvoirs publics et d'une gouvernance médiocre. L'insurrection prospère plus spécialement dans des régions reculées où l'influence des autorités centrales est peu perceptible. De fait, sept des dix premiers pays du *Fragile States Index 2018* font partie du continent africain (Fund for Peace, 2019).

Figure 2 : Victimes des attentats terroristes en Afrique

Nombre de victimes/Localisation des attentats ayant fait des victimes :

- Attentats commis par des groupes se réclamant d'idéologies religieuses
- Attentats commis par d'autres groupes

La taille des cercles correspond au nombre de victimes par attentat ; les cercles de plus petite taille signalent un nombre de victimes moins élevé. Le nombre de victimes recensées pendant la période considérée va de 1 à 400. L'attentat ayant causé le plus grand nombre de victimes a eu lieu au Nigéria en janvier 2015.



* [Blessés] Non compris le nombre de blessés pour 2015 et 2016/**Chiffres arrêtés au mois de février 2016

Seuls les cas confirmés d'auteurs identifiés ont été utilisés et rangés dans les catégories « Se réclamant d'idéologies religieuses/fondamentalisme » ou « Autres ». L'abscisse ne fait apparaître que les pays comptant plus de trois victimes pendant la période considérée.

Source : PNUD, 2017

25. Cette forme de guerre civile a une portée mondiale en raison de la dimension transnationale qu'elle tend à prendre. Premièrement, les groupes rebelles armés sont souvent tributaires du trafic de stupéfiants ou d'autres activités illégales du même genre pour le financement de leurs opérations. Par exemple, l'instabilité qui règne dans la RCA a des répercussions régionales et, incontestablement, internationales, puisque les milices locales sont étroitement associées à une « filière régionale de contrebande de diamants, d'or, d'uranium, d'armes, de bétail et de bois de construction ». Deuxièmement, la violence présente à la périphérie des États déborde fréquemment les frontières ; cela s'explique par le fait que les démarcations territoriales sont moins importantes aux yeux de rebelles soucieux d'engranger des profits financiers plutôt que de provoquer forcément un changement de régime. Ainsi, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) opérait dans plusieurs États de la région des Grands Lacs. Troisièmement, les insurrections locales de longue durée tendent à provoquer des flux massifs de personnes déplacées et de réfugiés qui entraînent une surpopulation des pays voisins et une augmentation du nombre de ceux qui espèrent demander l'asile en Europe. Ce point est abondamment illustré par le cas des plus de 800 000 réfugiés congolais qui ont quitté la RDC à cause des troubles dont ce pays est le théâtre et qui sont actuellement hébergés par l'Angola, la Zambie et d'autres pays africains (HCR, 2018). Quatrièmement, l'instabilité complique la lutte contre la propagation des maladies. Par exemple, les efforts déployés pour endiguer l'épidémie d'Ébola qui frappe en ce moment l'est de la RDC sont entravés par les violences qui se produisent dans la région, où les milices armées et les forces gouvernementales sont accusées de lever illégalement l'impôt, de violer et d'assassiner et d'incendier des villages. Enfin, plusieurs groupes rebelles subsahariens ont fini par épouser des idéologies extrémistes, comme c'est le cas de Boko Haram.

IV. SÉCURITÉ ET STABILITÉ EN AFRIQUE – DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR L'OTAN

26. Depuis le sommet de Varsovie de 2016, l'OTAN est plus attentive aux problèmes émanant de l'Afrique. À ce sommet, les Alliés ont adopté un Cadre pour le Sud destiné à « intégrer et rationaliser » la stratégie de l'Organisation à l'égard de ses voisins méridionaux. Ils ont également marqué leur accord sur un resserrement de la coopération avec l'UA face aux menaces communes aux deux entités. Enfin, ils ont dévoilé les lignes d'action du programme *Projection de la stabilité* – définissant les mesures susceptibles d'aider l'Alliance à se préparer à l'instabilité dans son voisinage, à y faire face et à la surmonter (Díaz-Plaja, 2018). Lors du sommet de Bruxelles de 2018, les Alliés ont fixé à l'OTAN trois objectifs précis en rapport avec le Sud : renforcer les dispositifs de dissuasion et de défense de l'Organisation contre les menaces en provenance du Sud, contribuer à la gestion internationale des crises dans la région et aider les partenaires régionaux à se doter de résilience contre les menaces pesant sur leur sécurité, tel le terrorisme. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a résumé comme suit la stratégie alliée vis-à-vis du Sud : « Pour protéger notre territoire, nous devons être disposés à projeter de la stabilité par-delà nos frontières. Si nos voisins sont plus stables, nous sommes plus en sécurité ».

27. L'OTAN peine à élaborer une stratégie méridionale plus ferme en raison de divergences de vues entre Alliés au sujet de la perception de la menace et des priorités en fonction desquelles les ressources limitées doivent être réparties. De nombreux Alliés situés sur le flanc Est insistent – ce qui est compréhensible – pour que la menace russe fasse l'objet de la plus grande attention. Certains Alliés méridionaux sont, pour leur part, davantage préoccupés par la sécurité de la Méditerranée. À ces besoins et ces intérêts géographiquement différents vient s'ajouter la question de savoir à quel type de menace il convient d'accorder la priorité : faut-il « s'attaquer au problème relativement simple dans son énoncé – mais très exigeant quant aux moyens de le résoudre – que pose la défense contre une agression russe sur le flanc Est, ou bien parer, sur le flanc Sud, à un ensemble plus flou de risques de plus faible intensité mais dont on peut penser que la perspective de leur concrétisation est plus vraisemblable ? » (Lesser *et al.*, 2018). Ce n'est que récemment que l'OTAN a commencé à se pencher sur les risques méridionaux de façon plus cohérente, même si d'aucuns estiment que sa réponse en tant qu'institution reste insuffisante (Ülgen, 2017).

28. L'un des principaux signes de l'intérêt accru que l'Alliance porte depuis peu au Sud est la création d'une direction stratégique baptisée « Pôle pour le Sud » au sein du commandement interarmées de Naples. Cette nouvelle structure a été inaugurée en septembre 2017, puis déclarée entièrement opérationnelle lors du sommet de Bruxelles de juillet 2018. Elle constitue un « forum unique et centralisé » (Wall, 2018) au service des activités menées conjointement par l'OTAN et ses partenaires méridionaux, des organisations non gouvernementales et des institutions universitaires autour de thèmes tels que la déstabilisation, le terrorisme, la radicalisation, les mouvements migratoires et l'environnement. Le projet n'en est toutefois qu'à ses débuts : les questions de dotation en personnel et de financement ne sont pas toutes réglées et, en août 2018, le mandat géographique du Pôle n'avait toujours pas été clairement défini (Wall, 2018). Il est trop tôt pour porter un jugement sur l'efficacité de cette structure, s'agissant plus spécifiquement des problèmes subsahariens.

29. L'OTAN entretient avec la région MOAN des relations plus assidues qu'avec les pays subsahariens. Le principal vecteur de sa coopération avec les pays de la région MOAN est le Dialogue méditerranéen (DM), qui consiste en programmes de partenariat individuels destinés à sept pays non membres de l'OTAN appartenant à la région méditerranéenne, à savoir l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. La coopération entre l'OTAN et les autorités tunisiennes porte sur l'antiterrorisme, la lutte contre-insurrectionnelle et, depuis 2018, l'assistance en matière de cyberdéfense. En Mauritanie, l'OTAN apporte son aide à la destruction de stocks d'armes, la construction de dépôts de munitions sûrs et l'amélioration de l'enseignement militaire. Dans le contexte du partenariat avec le Maroc, une démarche importante a été effectuée récemment : l'incorporation des Forces armées royales (FAR) dans la Plate-forme d'interopérabilité de l'OTAN. Qui plus est, l'École de l'OTAN d'Oberammergau (NSO) a lancé un Programme professionnel de cybersécurité à Rabat en décembre 2018. En Égypte, l'OTAN a prêté son concours à des activités de détection de munitions non explosées. L'Algérie a participé à un échange scientifique avec l'Alliance et s'est dite intéressée par la conception d'un nouveau Programme individuel de partenariat et de coopération (IPCP). Quant à la Libye, elle a sollicité l'assistance de l'Alliance pour la réforme du secteur de la sécurité, bien qu'elle ne soit pas un partenaire officiel de l'OTAN. Cette dernière réfléchit donc à la façon dont elle peut aider les autorités libyennes à mettre en place des services de sécurité et des institutions de défense.

30. Pourtant, les rapports entre l'OTAN et ses partenaires du DM n'ont pas toujours donné des résultats tangibles. La coopération avec l'Algérie a été la moins approfondie en raison, d'une part, du principe de non-ingérence qui sous-tend depuis longtemps la diplomatie algérienne et, d'autre part, des attaches militaires du pays avec la Russie. D'autres pays nord-africains se montrent circonspects devant la participation d'une entité occidentale à l'analyse de questions touchant à leur sécurité nationale. Ainsi, en février 2018, les autorités tunisiennes ont refusé une subvention de l'OTAN, qui souhaitait installer un centre de commandement interarmées sur leur territoire ; elles ont fait valoir la nécessité de préserver la souveraineté nationale dans le domaine de la sécurité. En 2016, déjà, l'OTAN avait annoncé la création d'un centre de fusion du renseignement en Tunisie, mais les autorités s'étaient empressées de démentir la nouvelle. Les observateurs expliquent cette attitude par le principe toujours professé, mais souvent négligé, de la solidarité arabe en application duquel le gouvernement tunisien peut difficilement convaincre l'opinion publique d'approuver l'utilisation de bases militaires nationales par une alliance occidentale aux fins de recueillir des renseignements et de mener des opérations chez leurs voisins. L'ambivalence des sentiments de la population dans beaucoup de pays parties au DM tient aussi à l'histoire coloniale et post-coloniale qu'elle partage avec certains membres de l'OTAN, mais aussi aux réminiscences de la guerre froide qui restent associées à l'Organisation et à l'étroit amalgame qui est fait entre celle-ci et les États-Unis (Lesser *et al.*, 2018). Enfin, l'image de l'OTAN en Afrique du Nord a été ternie par les répercussions régionales de l'intervention de l'Alliance en Libye (Lesser *et al.*, 2018).

31. L'intervention de l'OTAN dans les questions de sécurité de l'Afrique du Nord a une importante dimension maritime. Comme indiqué dans le [rapport général de la commission politique en 2018](#), l'Alliance conduit l'opération *Sea Guardian* en Méditerranée depuis novembre 2016. Dès lors que le partage d'informations et la coordination logistique avec l'opération Sophia de l'UE jouent un rôle

primordial dans cette initiative maritime, *Sea Guardian* offre l'exemple d'une coopération fructueuse entre les deux entités dans le Sud. Les moyens fournis par l'OTAN en Méditerranée – forces spéciales, sous-marins, avions de patrouille maritime, appareils de détection lointaine, etc. – ont contribué à l'amélioration de la sécurité maritime dans la région. Cependant, à la suite de l'augmentation récente du nombre de migrants victimes de noyade en Méditerranée, les efforts de l'OTAN et de l'UE ont été jugés insuffisants (Marcuzzi, 2019). Selon le HCR, le chiffre des migrants morts pendant la traversée entre la Libye et l'Europe équivalait à un rapport de 1 mort pour 38 arrivées en 2017 et de 1 mort pour 14 arrivées en 2018. D'aucuns ont avancé que l'utilisation d'« embarcations plus petites et moins coûteuses » augmenterait les chances d'empêcher de nouvelles pertes en vies humaines (Marcuzzi, 2019). D'une manière plus générale, *Sea Guardian* et *Sophia* sont avant tout des solutions militaires provisoires et de courte durée qui ne traitent pas les causes profondes de la migration en masse, pas plus qu'elles ne sont une parade aux menaces pour la sécurité qui émanent du Sud. Il faut, d'une part, inscrire les opérations navales de l'OTAN et de l'UE dans une stratégie plus vaste et dépourvue de toute dimension maritime et, d'autre part, veiller à ce que les solutions militaires ne l'emportent pas sur les solutions politiques.

32. Les opportunités qui s'offrent à l'OTAN en Afrique découlent, pour l'essentiel, des partenariats qu'elle entretient avec des protagonistes locaux plus actifs dans cette partie du monde. Il s'agit principalement des pays parties au DM et des États membres de l'UE, sans oublier l'UA et l'ONU. Ces dernières années, l'OTAN a étoffé sa coopération avec l'UA, une coopération axée autour de trois concepts fondamentaux : assistance opérationnelle, assistance en matière de construction de capacités et assistance à la mise sur pied et au soutien de la Force africaine en attente (FAA), qui est le « dispositif sécuritaire continental disponible sur appel » envisagé par l'UA. Plus concrètement, l'OTAN fournit des moyens de transport stratégiques aériens et maritimes pour appuyer la mission de l'UA en Somalie depuis 2007. Elle a aussi invité des officiers de l'UA à assister aux cours de formation qu'elle dispense, aidé à l'organisation du tout premier exercice sur le terrain de la FAA en 2015 et, de 2005 à 2007, épaulé l'UA dans l'accomplissement de sa mission au Darfour. Elle dispose aujourd'hui d'un bureau de liaison au siège de l'UA, à Addis-Abeba, et elle a également ouvert une « ambassade point de contact ». En outre, de hauts responsables civils et militaires des deux organisations se réunissent chaque année pour discuter des domaines qui se prêteraient à une coopération plus approfondie.

33. L'OTAN collabore étroitement avec les Nations Unies dans divers domaines liés à la sécurité du continent africain : antiterrorisme et lutte contre le trafic de stupéfiants avec l'ONUSD et protection des femmes, des enfants et des populations civiles en temps de guerre avec le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) de l'ONU. À la demande du secrétaire général de cette dernière, elle a déployé des navires dans le golfe d'Aden en 2008, l'objectif étant de tenir d'éventuels pirates à distance et d'escorter des navires marchands. Autre exemple de coopération : c'est l'OTAN qui s'est chargée de tous les aspects militaires de la mise en œuvre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité sur la Libye. Cependant, des contraintes politiques sapent les efforts de consolidation des relations entre l'OTAN et l'UE. Surtout, un certain nombre de membres de l'ONU, dont la Russie, la Chine et beaucoup de pays non alignés, font montre « de scepticisme, voire de suspicion pure et simple » vis-à-vis de l'OTAN (AP-OTAN, 30 octobre 2018).

34. Bien que l'OTAN elle-même n'ait pas de rôle majeur direct dans la sécurité de l'Afrique, bon nombre de ses membres en ont un, qu'ils assument dans un contexte bilatéral ou multilatéral. Le Royaume-Uni et les États-Unis fournissent entraînement et assistance aux forces armées de plusieurs pays africains et s'acquittent de divers types de mission, depuis des opérations antiterroristes jusqu'à des actions de lutte antipiraterie. L'opération française *Barkhane*, qui consiste en une vaste campagne de contre-terrorisme dirigée contre les groupes islamistes de la région du Sahel, entre dans sa cinquième année. Par ailleurs, la France épaulé le G5 Sahel (G5S), force régionale antiterroriste composée de troupes burkinabé, tchadiennes, maliennes, mauritaniennes et nigériennes. Qui plus est, de nombreux Alliés contribuent considérablement aux missions de l'ONU et de l'UE en Afrique. À l'heure actuelle, l'UE mène des missions communes de défense et de sécurité dans cinq pays africains : le Niger, le Mali, la RCA, la Libye et la Somalie. Ces missions portent spécifiquement sur la construction de capacités, l'assistance frontalière et la formation

militaire. Pour sa part, l'ONU compte sur le continent africain pas moins de sept opérations de maintien de la paix ; des pays alliés participent à certaines d'entre elles. Par exemple, le Royaume-Uni affecte des troupes à la mission de l'ONU au Soudan du Sud, tandis qu'un contingent allemand joue un rôle clé dans la mission de l'ONU au Mali. Dans le golfe de Guinée, les marines française, britannique et portugaise veillent au bon fonctionnement du *Maritime Domain Awareness for Trade-Gulf of Guinea* (MDAT-GoG), un centre d'information sur la piraterie qui fournit des renseignements actualisés et des conseils aux navires croisant dans la région (*Safety4Sea*, 2016).

Totaux des exportations d'armes de la Russie vers l'Afrique

Par an (valeur des indicateurs de tendance* du Sipri)



* Mesure fondée sur les coûts de production unitaire connus des armes transférées

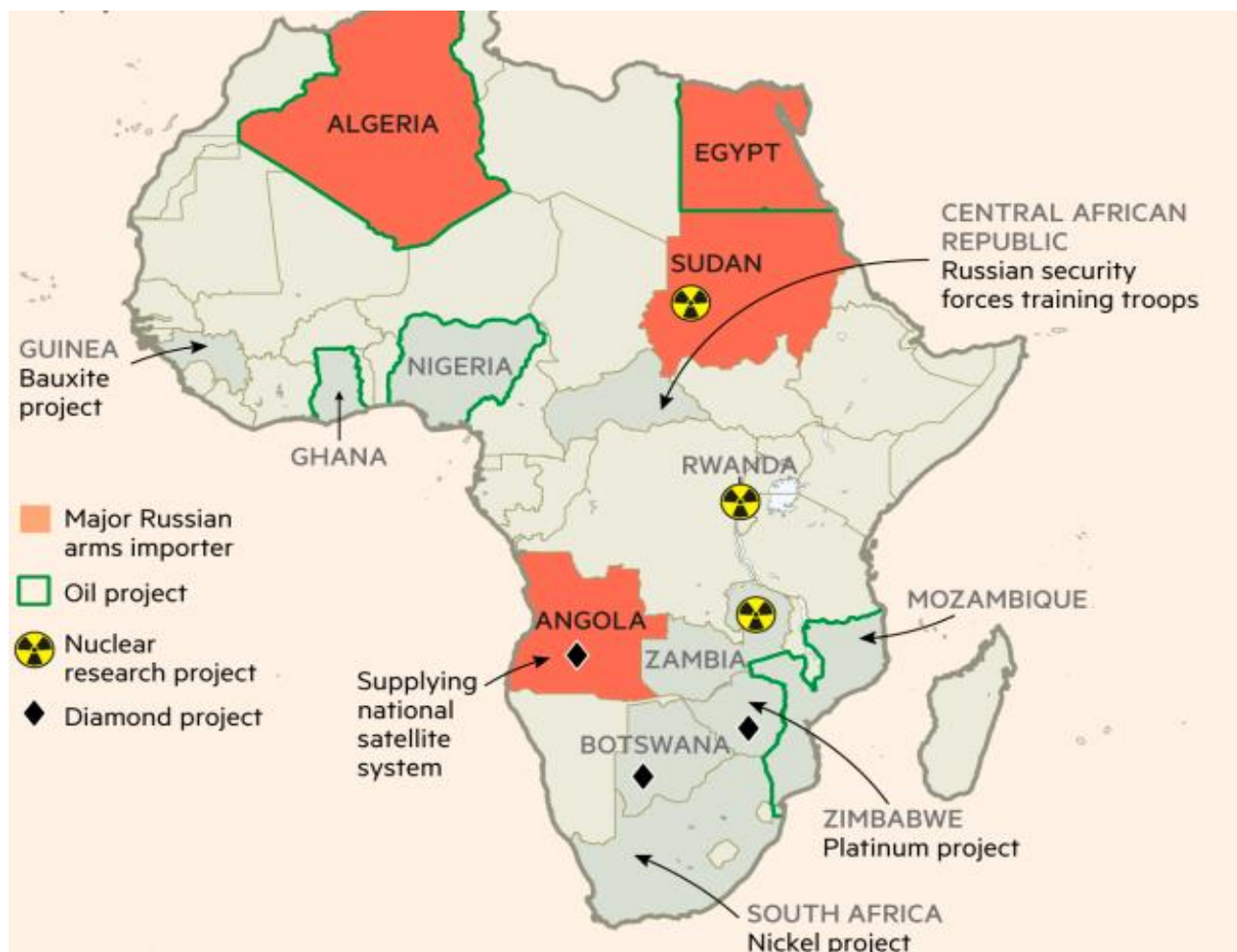
Source : *Foy and al.*, 2019

35. Il se peut que l'influence des Alliés et de l'OTAN en tant que regroupement d'entités s'intéressant à la sécurité de l'Afrique soit tempérée par le rôle toujours plus vaste de la Chine et de la Russie sur le continent. Ces dernières années, la Chine s'est montrée de plus en plus désireuse de contribuer à la sécurité régionale en Afrique. En 2015, elle a déboursé 100 millions de dollars en aide militaire pour améliorer la préparation au combat de l'UA, construit une grande base à Djibouti en 2017 et organisé le premier forum sino-africain sur la défense et la sécurité en 2018. Elle affecte désormais aux opérations de maintien de la paix de l'ONU plus de troupes que n'importe quel autre membre permanent du Conseil de sécurité. De son côté, la Russie consolide, elle aussi, sa coopération militaire avec de nombreux pays africains. Ses forces de sécurité entraînent les forces armées de la RCA, tandis que l'Algérie, l'Égypte, le Soudan et l'Angola sont tous de grands importateurs d'armes russes. Entre 2013 et 2017, la Russie a fourni 39 % du matériel militaire importé par l'Afrique (Foy et al., 2019). Chinois et Russes abordent la question de la sécurité en Afrique d'une façon qui diffère de celle des Alliés : ils sont moins regardants quant à l'attachement à la démocratie des gouvernements avec lesquels ils font affaire. « En application de ses principes fondateurs », l'OTAN doit faire montre de plus de discernement (Moens, 2016). De surcroît, la présence en Afrique de la Chine, de la Russie et de membres de l'OTAN s'explique, dans une certaine mesure, par des motivations identiques : tous veulent assurer leur approvisionnement en produits énergétiques et se projeter sur le devant de la scène mondiale. Il est donc inévitable que ces pays soient rivaux entre eux d'une manière ou d'une autre. Pourtant, les possibilités de

coopération dans le secteur de la sécurité sont devenues plus nombreuses, car il est de l'intérêt de tous les acteurs extérieurs de préserver la stabilité régionale et de faire échec au terrorisme international, à la piraterie maritime et aux trafics illicites sur le continent (Moens, 2016).

La Russie élargit son champ d'activité en Afrique

(Échantillon de projets)



- *Grand importateur d'armes russes*
- *Exploitation de gisements pétroliers*
- ☠ *Recherche nucléaire*
- ◆ *Exploitation de filons diamantaires*

Guinée : Exploitation de gisements de bauxite
RCA : Entraînement militaire prodigué par des forces de sécurité russes
Angola : Fourniture d'un système satellitaire national
Zimbabwe : Exploitation de gisements de platine
Afrique du Sud : Exploitation de gisements de nickel

Source [version anglaise] : Foy and al., 2019

V. CONCLUSIONS PRÉLIMINAIRES

36. Le Dialogue Méditerranéen de l'OTAN se concentre sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, mais l'Organisation en tant que telle n'intervient pas dans les affaires africaines, exception faite des prémices de contacts qu'elle a eus à ce sujet avec l'UA et l'ONU. Toutefois, il conviendrait de se préoccuper de divers événements, car une détérioration de la sécurité sur le continent africain aurait des répercussions sur la région MOAN et, partant, sur le flanc Sud de l'Alliance : dans plusieurs États africains, les problèmes environnementaux, économiques et sociaux sollicitent exagérément les moyens dont disposent les gouvernements concernés ; l'extrémisme militant dans la région prend de l'ampleur ; enfin, les entités politiques et sociales extrémistes sont de plus en plus souvent liées entre elles.

37. Les problèmes de sécurité qui sont apparus au Maghreb, au Sahel et dans d'autres parties de l'Afrique ne sauraient être analysés séparément : il faut prévenir la détérioration d'une situation sécuritaire déjà très fluctuante sur le continent. Cela revêt une importance toute particulière pour les Alliés européens car, sans doute plus rapidement qu'on ne pourrait le croire, l'instabilité aura des répercussions négatives tangibles sur leur propre sécurité. Si les ressources de l'OTAN sont limitées, il n'en est pas moins vrai que « quelques fruits sont à portée de main » : autrement dit, dans certains cas, une intervention de l'Alliance pourrait avoir un effet positif sur la sécurité régionale. Avant toute chose, l'OTAN doit mieux connaître la situation sécuritaire qui règne sur le continent africain. Elle peut y parvenir grâce à un meilleur partage des données du renseignement entre pays alliés, certes, mais aussi avec ses partenaires. Le Pôle pour le Sud installé à Naples doit à l'évidence jouer un grand rôle à cet égard et il est impératif que les Alliés fournissent les ressources financières requises. En outre, ils devraient envisager de développer encore les partenariats de l'OTAN en élargissant et en approfondissant leur coopération avec les protagonistes de la sécurité en Afrique. Cette démarche devrait s'adresser essentiellement à l'UA, mais encore au G5S.

38. Le présent projet de rapport servira de point de départ au débat que les membres de la commission politique auront à la session de printemps de 2019 à Bratislava, en Slovaquie. Il sera mis à jour et augmenté dans la perspective de la session annuelle de l'Assemblée, à la fin de l'année ; il comportera également les conclusions que la sous-commission sur les partenariats de l'OTAN aura tirées de sa visite au commandement des États-Unis pour l'Afrique (U.S. Africom).

ANNEXE – LA GUERRE AU YÉMEN : LE POINT SUR LA SITUATION

Depuis quatre ans, le Yémen est le théâtre d'un conflit dont les causes profondes résident dans les dissensions qui opposent de longue date le nord et le sud du pays, les sunnites et les zaïdites, mais dont le facteur déclencheur a été l'échec de la transition politique qui a suivi les manifestations du Printemps arabe en faveur de la démocratie. Au départ, il s'agissait d'un affrontement entre un mouvement rebelle houthi qui défendait les droits de la minorité chiite zaïdite et les forces progouvernementales du président Abd Rabbo Hadi. En mars 2015, l'Arabie saoudite et huit autres pays arabes – pour la plupart sunnites – sont intervenus dans le conflit en procédant à une campagne de frappes aériennes destinée à rétablir au pouvoir le gouvernement de M. Hadi. Cette coalition, qui s'inquiétait d'allégations d'un soutien iranien aux rebelles houthis, a justifié sa campagne par la nécessité de faire pièce à l'influence grandissante de l'Iran dans la région (AP-OTAN, 24 septembre 2018). Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France lui ont apporté leur aide dans le domaine de la logistique et du renseignement. Depuis 2015, la guerre au Yémen s'est toutefois fragmentée en de multiples conflits, mettant en avant un mouvement séparatiste dans le sud du pays, renforçant la position de certains groupes armés, voire provoquant des scissions au sein de la coalition, dont la plus notable est celle survenue entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU).

Les appels de la communauté internationale en faveur de la cessation des hostilités se sont faits plus pressants à la suite de l'offensive ratée de la coalition contre Hodeïdah, une ville tenue par les rebelles, en juin 2018. L'ONU avait mis la coalition en garde contre cette offensive pour des raisons humanitaires, consciente de ce que le port de la ville était le point d'entrée des importations et de l'aide étrangère pour près des deux tiers de la population. La coalition a mis un terme à l'offensive terrestre moins d'un mois plus tard lorsqu'elle a été confrontée aux dures réalités de la guerre en milieu urbain. L'Arabie saoudite et les EAU ont alors pris l'engagement d'appuyer les efforts de l'ONU en faveur d'une solution politique. Après l'assassinat de Jamal Khashoggi, un journaliste saoudien dissident, en octobre 2018, la communauté internationale a exercé des pressions plus fortes au profit d'une reprise des pourparlers politiques et d'un cessez-le-feu. En novembre 2018, la CIA est parvenue à la conclusion que l'assassinat du journaliste avait été autorisé par le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane. Cette révélation a entraîné l'arrêt du ravitaillement en vol des appareils de la coalition par les Américains et a conforté le Congrès des États-Unis dans sa détermination à légiférer dans le sens d'une cessation complète de l'aide militaire américaine à la coalition (Walsh et Schmitt, 2018).

En décembre 2018, des représentants du gouvernement internationalement reconnu du Yémen et du mouvement rebelle houthi ont accepté de se rencontrer en Suède pour des entretiens conduits sous médiation de l'ONU. Ces entretiens ont débouché sur l'un des signes de progrès les plus prometteurs sur la voie d'un arrêt des hostilités : un accord concret dit « accord de Stockholm ». L'accord s'articule autour de trois grands éléments : un échange de prisonniers, le retrait de toutes les forces de Hodeïdah et la promesse d'une discussion en vue d'une désescalade à Taïz, autre ville située sur la ligne de front. Bien qu'il soit vague et imprécis à de nombreux égards, l'accord de Stockholm a contribué à repousser le spectre d'une famine généralisée et à prévenir l'aggravation de la crise humanitaire à Hodeïdah. Cependant, les deux camps n'ont pas tardé à se re-accabler mutuellement et l'application de l'accord est retombée au point mort. Si quelques progrès ont pu être réalisés depuis lors, les perspectives d'un retour à la paix dépendent avant tout de la volonté des belligérants de consentir aux sacrifices demandés par l'accord, plutôt que de chercher une solution par les armes. Cela dit, même si les dispositions de l'accord de Stockholm sont respectées, il sera difficile de parvenir à un traité de paix et de mettre un terme aux violences perpétrées par de nouvelles générations de milices locales. Les gouvernements occidentaux doivent continuer d'exercer des pressions pour obtenir de toutes les parties en présence qu'elles respectent l'accord de Stockholm et s'abstiennent de provoquer leurs adversaires.

Le coût humanitaire de la guerre au Yémen a atteint des proportions catastrophiques : l'ONU parle désormais du « pire désastre humanitaire jamais causé par l'homme » et, selon des estimations arrêtées au mois de mars 2019, le bilan humain du conflit s'élève à plus de 8 600 civils tués et au moins 10 700 blessés. De nombreuses autres pertes civiles auraient pu être évitées ; la plupart se doivent au choléra et à la famine. En 2018, 15,9 millions de Yéménites – soit plus de la moitié de la population – « ont été confrontés à une insécurité alimentaire aigüe grave » (Reuters, 15 janvier 2019). Au mois de novembre 2018, l'épidémie de choléra, qui avait éclaté en avril 2017, s'était soldée par 1,3 million de cas suspects et 2 641 morts, soit le pire bilan jamais enregistré pour une telle épidémie. De surcroît, on dénombre encore 2,3 millions de personnes déplacées en raison des hostilités (*BBC News*, 2019). Un rapport publié par les spécialistes des droits humains de l'ONU en août 2018 évoque la possibilité de crimes de guerre commis par toutes les parties belligérantes, tout en faisant observer que « les frappes aériennes de la coalition ont provoqué les pertes civiles les plus directes ». Les blocus maritimes et les restrictions aux importations ont limité l'acheminement de l'aide

humanitaire à des millions de civils menacés par la famine. L'ampleur de la crise humanitaire est l'une des raisons qui ont incité la communauté internationale à exercer promptement des pressions pour qu'un terme soit mis à cette guerre.

En tant que telle, l'OTAN n'est pas impliquée dans le conflit au Yémen et ses membres sont quelque peu divisés sur l'attitude à adopter. Les États-Unis ont apporté leur soutien à la coalition dans le domaine du renseignement, de l'aide au choix des objectifs et du ravitaillement en vol. Ce pays est aussi le premier fournisseur d'armes à l'Arabie saoudite avec 61 % des principales ventes d'armes à Riyad au cours des cinq dernières années. En outre, les Américains ont procédé sur le territoire yéménite à des frappes aériennes contre des combattants d'al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) et de Daech. En mars 2019, le Sénat a voté en faveur de la cessation de l'aide américaine à la coalition, publiant une résolution sur laquelle M. Trump s'est engagé à mettre son veto. Washington justifie son opposition à cette résolution en expliquant que la cessation de l'aide entraînerait une détérioration des relations entre les États-Unis et les pays de la région, nuirait aux opérations antiterroristes, conforterait l'influence de l'Iran, pousserait les membres de la coalition à se tourner vers la Russie et la Chine pour leurs achats d'armes et amoindrirait l'influence des États-Unis sur l'Arabie saoudite, premier exportateur de pétrole au monde. Le Royaume-Uni a, lui aussi, soutenu la coalition et est actuellement le deuxième fournisseur mondial d'armes à l'Arabie saoudite. En revanche, plusieurs autres pays alliés – à savoir la Norvège, le Danemark et l'Allemagne – ont suspendu leurs livraisons d'armes à l'Arabie saoudite en novembre 2018, suite à l'assassinat de M. Khashoggi. L'Union européenne est restée en contact avec les parties belligérantes depuis le début du conflit et continue à insister sur la nécessité d'une solution politique (ICG, 2019). Il est important que les Alliés contribuent à préserver la dynamique politique et appuient les efforts de l'ONU pour se prononcer d'une seule voix en faveur de l'application de l'accord de Stockholm.

Bien qu'elle ne joue aucun rôle direct dans le conflit, l'OTAN ne pourrait que bénéficier d'une désescalade des hostilités au Yémen, essentiellement parce que les groupes armés prospèrent dans un climat de morcellement et de néant judiciaire. Aqpa, la « succursale » la plus forte d'al-Qaïda, a gagné en puissance en 2015 et, bien qu'il soit dans le collimateur des États-Unis, de la coalition et, particulièrement, des forces armées des EAU, il dispose encore de 4 000 à 7 000 combattants dans le pays. Actuellement, Aqpa s'occupe davantage de contrôler certaines parties du Yémen que d'organiser des attentats de dimension internationale, mais il convient de rappeler qu'historiquement parlant cette branche d'al-Qaïda est peut-être celle qui tend le plus à prendre l'Occident pour cible. Aussi longtemps qu'il n'est pas mis un terme au conflit et qu'Aqpa est en mesure d'offrir une image de stabilité locale, il peut préparer son retour sur scène. En revanche, la menace que faisait peser Daech au Yémen s'est fortement amenuisée, phénomène qui renvoie à son déclin en Syrie et en Iraq, à l'impopularité de sa branche yéménite et au succès des campagnes antiterroristes des EAU et des États-Unis (ACLED, 2018). Indépendamment de la question terroriste, l'OTAN doit se soucier du Yémen en raison de la situation géostratégique du pays, lequel s'étend le long d'un détroit qui relie la mer Rouge au golfe d'Aden et qu'emprunte une bonne partie du pétrole mondial à destination de l'Europe et des États-Unis. Depuis le début du conflit, la navigation commerciale est régulièrement exposée à la menace des missiles de croisière antinavires et des engins explosifs improvisés (EEI) flottants déployés par les Houthis. Troisième raison pour laquelle l'OTAN devrait œuvrer en faveur de la paix au Yémen: le risque de voir le conflit exacerber encore les tensions régionales. Enfin, dès lors que la sécurité des Alliés est exposée à la propagation de maladies contagieuses, il est absolument de l'intérêt de l'Alliance d'agir pour venir à bout de l'épidémie de choléra qui ravage le pays.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

(Pour des informations plus exhaustives sur les ressources utilisées, veuillez-vous adresser au personnel du secrétariat international)

- ACLED. "The Islamic State in Yemen". Armed Conflict Location and Events Dataset. 05.07.2018. <https://www.acleddata.com/2018/07/05/the-islamic-state-in-yemen/>.
- AP-OTAN. "Les relations OTAN-ONU peuvent être approfondies". 30.10.2018. <https://www.nato-pa.int/fr/news/les-relations-otan-onu-peuvent-etre-approfondies>
- AP-OTAN. "Relever les défis émanant du sud". Rapport général 2017 de la commission politique, présenté par Julio Miranda Calha. 08.10.2017. <https://www.nato-pa.int/fr/document/2017-defis-emanant-du-sud-rapport-miranda-calha-171-pcnp-17-f-bis>
- AP-OTAN. "L'instabilité sur le flanc sud". Rapport général 2018 de la commission politique, présenté par Julio Miranda Calha. 18.11.2018. <https://www.nato-pa.int/fr/document/2018-linstabilite-sur-le-flanc-sud-rapport-miranda-calha-177-pc-18-f-rev1-fin>
- AP-OTAN. "Changement et continuité dans le Golfe". Rapport 2018 du Groupe special Méditerranée et Moyen-Orient, présenté par Carlos Costa Neves (Portugal). <https://www.nato-pa.int/fr/document/2018-changement-et-continuite-dans-le-golfe-rapport-costa-neves-187-gsm-18-f-rev1-fin>
- Africa Center for Strategic Studies. "Militant Islamist groups in Africa show resiliency over past decade". Africa Center for Strategic Studies. 28.06.2018. <https://africacenter.org/spotlight/militant-islamist-groups-in-africa-show-resiliency-over-past-decade/>.
- Alami, Aida. "Morocco unleashes a harsh crackdown on sub-Saharan migrants". The New York Times. 22.10.2018. <https://www.nytimes.com/2018/10/22/world/africa/morocco-crackdown-sub-saharan-migrants-spain.html>.
- Badri-Maharaj, Sanjay. "Cocaine trafficking between Latin America and West Africa". Institute for Defence Studies and Analyses. January-March 2016. https://idsa.in/africatrends/the-cocaine-trafficking-between-latin-america-and-west-africa_sbmaharaj_0316.
- CDC [Centre pour le contrôle et la prévention des maladies. "2014-2016 Ebola outbreak in West Africa". Center for Disease Control and Prevention. 27.12.2017. <https://www.cdc.gov/vhf/ebola/history/2014-2016-outbreak/index.html>.
- David, Liviya. "Anthrax to Zika: the lurking threat of outbreaks and bioterrorism in Africa". Atlantic Council. 19.07.2017. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/africasource/anthrax-to-zika-the-lurking-threat-of-outbreaks-and-bioterrorism-in-africa>.
- Díaz-Plaja, Ruben. "Projecting Stability: an agenda for action". NATO Review. 13.03.2018. <https://www.nato.int/docu/review/2018/also-in-2018/projecting-stability-an-agenda-for-action-nato-partners/en/index.htm>.
- Commission européenne. "Dismantling the criminal networks operating in North Africa and involved in migrant smuggling and human trafficking". European Commission. 04.12.2017. https://ec.europa.eu/europeaid/dismantling-criminal-networks-operating-north-africa-and-involved-migrant-smuggling-and-human_en.
- Commission européenne. "North of Africa". European Commission. 2019. https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/region/north-africa_en.
- Département d'État des États-Unis. "Country reports on terrorism 2017 – Libya". Refworld. 19.09.2018. <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=publisher&docid=5bcf1f9713&skip=0&publisher=USDOS&querysi=libya&searchin=fulltext&sort=date>
- FAO. "A first atlas on rural migration in sub-Saharan Africa". Food and Agriculture Organization of the United Nations. 02.11.2017. <http://www.fao.org/news/story/en/item/1054009/icode/>.
- Foy, Henry et al. "Russia: Vladimir Putin's pivot to Africa". The Financial Times. 22.01.2019. <https://www.ft.com/content/a5648efa-1a4e-11e9-9e64-d150b3105d21>.
- Fund for Peace. "Fragile States Index 2018". Fund for Peace. 2019. <http://fundforpeace.org/fsi/data/>.

- Gallien, Max and Matt Herbert. "The risks of hardened borders in North Africa". The London School of Economics and Political Science. 06.09.2018. <https://blogs.lse.ac.uk/internationaldevelopment/2018/09/06/the-risks-of-hardened-borders-in-north-africa/>.
- ICG. "Yemen at an inflection point". International Crisis Group. 28.01.2019. <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/yemen/yemen-inflection-point>.
- International Crisis Group. "Drug trafficking, violence and politics in northern Mali". International Crisis Group. 13.12.2018. <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/267-narcotrafic-violence-et-politique-au-nord-du-mali>.
- Jones, Marc. "Egypt's recovering tourism industry to bring in 15 pct of GDP – minister". Reuters. 06.11.2018. <https://uk.reuters.com/article/egypt-tourism-forecasts/interview-egypts-recovering-tourism-industry-to-bring-in-15-pct-of-gdp-minister-idUKL8N1XG7DV>.
- Lesser, Ian et al. "The future of NATO's Mediterranean Dialogue". The German Marshall Fund of the United States. June 2018. https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2018_07/20180720_180713-GMF-future-med-dialog.pdf.
- Marcuzzi, Stefano. "NATO-EU maritime cooperation: for what strategic effect?" Carnegie Europe. 14.01.2019. <https://carnegieeurope.eu/2019/01/14/nato-eu-maritime-cooperation-for-what-strategic-effect-pub-78171>.
- Marron, Dina Fine. "Weaponized Ebola: is it really a bioterror threat?" Scientific American. 25.09.2014. <https://www.scientificamerican.com/article/weaponized-ebola-is-it-really-a-bioterror-threat/>.
- Moens, Alexander. "NATO and China in Africa". Friends of Europe. 25.10.2016. <https://www.friendsofeurope.org/security-europe/nato-china-africa>.
- Oceans Beyond Piracy. "Piracy and armed robbery against ships in West Africa 2017". Oceans Beyond Piracy. 2018. <http://oceansbeyondpiracy.org/reports/sop/west-africa>.
- OIT (Organisation internationale du travail). "Chômage, total des jeunes (% de la population active âgée de 15 à 24 ans", base de données ILOSTAT. 2019. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.1524.ZS>
- OIT. "Skills mismatch and underemployment: how to boost employability of young women and men in Egypt: success stories and lessons learned from ILO interventions". Organisation internationale du travail. 2015. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-addis_ababa/---sro-cairo/documents/publication/wcms_499397.pdf
- ONUDC (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime)
 . "Rapport mondial sur les drogues 2018" communiqué de presse 2018. <https://www.unodc.org/unodc/fr/press/releases/2018/June/world-drug-report-2018-opioid-crisis-prescription-drug-abuse-expands-cocaine-and-opium-hit-record-highs.html>
- PNUD. "Parcours vers l'extrémisme violent : de jeunes africains témoignent". Communiqué de presse, 7 septembre 2017. <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/presscenter/pressreleases/2017/09/07/vers-l-extremisme-violent-en-afrique.html>
- Reuters. "Tunisia tourism revenues jump by 45%". Business Report. 07.01.2019. <https://www.iol.co.za/business-report/international/tunisia-tourism-revenues-jump-by-45-18714505>.
- Reuters. "UN delivers food for 9.5 million in Yemen last month, shy of target". Reuters. 15.01.2019. <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security-food/u-n-says-reached-9-5-million-with-food-in-yemen-last-month-shy-of-target-idUSKCN1P9100>.
- Romero, Luiz. "Terrorist attacks in the Middle East and North Africa fell by almost 40% last year". Quartz. 09.08.2018. <https://qz.com/1352602/terror-attacks-in-the-mideast-and-north-africa-fell-by-almost-40-in-2017/>
- Safety4Sea. "New reporting centre for piracy in GoG launched". Safety4Sea. 21.06.2016. <https://safety4sea.com/new-reporting-centre-for-piracy-in-gog-launched/>.

- Signé, Landry. "Boko Haram's campaign against education and enlightenment". Brookings. 26.02.2018. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2018/02/26/boko-harams-campaign-against-education-and-enlightenment/>.
- The Economist. "Jihad's next battleground. The fight against Islamic State is moving to Africa". The Economist. 14.07.2018. <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2018/07/14/the-fight-against-islamic-state-is-moving-to-africa>.
- The Maritime Executive. "IMB: Gulf of Guinea led the world for piracy in 2018". The Maritime Executive. 16.01.2019. <https://www.maritime-executive.com/article/imb-gulf-of-guinea-led-the-world-for-piracy-in-2018>.
- Thomson, Mike. "African migration 'a trickle' thanks to trafficking ban across the Sahara". BBC News. 11.01.2019. <https://www.bbc.com/news/world-africa-46802548>.
- Ülgen, Sinan. "NATO's southern strategy at a crossroads". Carnegie Europe. 07.12.2017. <https://carnegieeurope.eu/2017/12/07/nato-s-southern-strategy-at-crossroads-pub-74932>.
- PNUD. "Parcours vers l'extrémisme violent : de jeunes africains témoignent". Communiqué de presse, 7 septembre 2017. <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/presscenter/pressreleases/2017/09/07/vers-l-extremisme-violent-en-afrique.html>
- UNICEF. "Six months on, Ebola outbreak in eastern Democratic Republic of the Congo now second largest in history". UNICEF. 30.01.2019. <https://www.unicef.org/press-releases/six-months-ebola-outbreak-eastern-democratic-republic-congo-now-second-largest>.
- Von Soest, Christian and Alexander de Juan. "Dealing with new security threats in Africa". GIGA Focus. May 2018. https://www.giga-hamburg.de/en/system/files/publications/gf_afrika_1802_en.pdf.
- Wall, Colin. "NATO's new window to the south". Atlantic Council. 15.08.2018. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/nato-s-new-window-to-the-south>.
- Walsh, Declan and Eric Schmitt. "Arms sales to Saudis leave American fingerprints on Yemen's carnage". The New York Times. 25.12.2018. <https://www.nytimes.com/2018/12/25/world/middleeast/yemen-us-saudi-civilian-war.html>.
- Wilson Center. "West Africa: A New Route for Drugs Bound for Europe". Africa Program, Wilson Center. 10.10.2013. <https://africaupclose.wilsoncenter.org/west-africa-a-new-route-for-drugs-bound-for-europe/>